

# Réforme scolaire : profs méfiants

## ÉCOLE Les syndicats posent des balises pour le Pacte d'excellence

► Les syndicats font le point sur le Pacte d'excellence pour l'école.  
► D'accord pour continuer à négocier mais, méfiance : où est l'argent ?

Après des mois de réflexions, le Groupe central (GC) du Pacte d'excellence a produit une note qui condense les dizaines de propositions devant réformer notre école. *Le Soir* déplorait cette synthèse jeudi. Il y est question de créer un pilotage décentralisé des écoles. De réformer les rythmes scolaires. De rendre le redoublement exceptionnel. Et, parmi (tant) d'autres, d'organiser un système d'années sabbatiques pour les enseignants âgés.

Ce sont de grandes lignes – encore générales, les intentions doivent être précisées, développées. Et le texte du GC n'est pas encore définitif. Ses membres (syndicats, pouvoirs organisateurs...) se voient mardi avec l'idée (si c'est possible) d'éliminer les derniers « dissensus » pour produire une note de consensus à 100 %. Une fois fini, le texte sera remis au gouvernement de la Communauté française, qui fera le tri dans les propositions – quand, ceci ? Pas avant la fin septembre, a signalé vendredi, dans nos colonnes, la ministre de l'Éducation Marie-Martine Schyns (CDH).

Les syndicats, eux, ont consulté leurs troupes. Cela s'est fait vendredi. Les organisations voulaient prendre la température de leurs délégués régionaux avant de poursuivre la discussion.

Et ? « C'est ni oui ni non », répond Pascale Chardome (CGSP). *On continue la négociation – à la CGSP, il y a unanimité pour ça. Mais sans délivrer de chèque en blanc. Nous avons fixé des balises. Il n'est pas question d'augmenter la charge de l'enseignant et de toucher à l'emploi. »*

Le syndicat salue généralement les objectifs décrits dans le pacte. « On sait où on va. Notre problème, c'est qu'on ne sait pas encore comment. »

Côté CSC ? « En ces heures où la concertation sociale est bafouée – regardez ce qui se passe au fédéral –, le Pacte d'excellence montre qu'il reste un lieu où la négociation est possible, envoie Eugène Ernst, le patron du syndicat chrétien. *C'est un point positif – il faut le dire. »*

C'était la fleur. Voici les pots. Il y en a deux gros. La CSC juge que le pacte ne propose rien pour renforcer la mixité sociale et pour lutter contre le « marché scolaire ».

Au-delà, le syndicat s'inquiète du cadre budgétaire. Et il se demande si les réformes ne se feront pas sur le dos de l'encadrement. « *Aucun moyen budgétaire complémentaire n'étant envisagé, comment maintenir l'emploi ?* », s'interroge la CSC.

Celle-ci souhaite que la politique, quand il s'emparera du pacte, prévoie une planification des mesures « qui permette l'information, la formation des personnels ainsi que leur participation à l'élaboration des réformes ». Bref : OK pour réformer, mais pas trop vite.

Autre chose : le syndicat dit faire du maternel sa préoccupation première (c'est là où tout se joue) et exige un puériculteur et un psychomotricien dans chaque implantation. Comme on l'a lu ici, le pacte envisage de soumettre l'enseignant à des évaluations plus soutenues – notamment à des évaluations formatives qui l'aideraient à progresser. Bien, dit la CSC, si ceci ne crée si « stress » ni « iniquité ».

### Moins d'élèves par classe

La CSC juge qu'il faut revoir les normes élèves/classe (à la baisse) et qu'il n'y ait plus de différence entre la Wallonie et Bruxelles (où les normes sont moins favorables.) Enfin, on estime que les réformes en vue (intensification des évaluations formatives, détection des difficultés, remédiations...) supposent des profs bien formés à ces techniques et la CSC trouve logique, comme préalable, de réformer l'école normale (la faire passer de 3 à 5 ans.)

On résume ? Demandeurs de changement, les syndicats restent à la table. Mais on l'a compris : les réformes ne se feront pas sur le dos des enseignants. Ou alors, le pacte se fera sans les syndicats. ■

PIERRE BOUILLON